

JINSIA NA JAMII

Numéro 2 Septembre 2023
Distribué gratuitement

Bulletin d'informations mensuel produit par le Collectif des Femmes Journalistes sur la lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre dans le grand Nord-Kivu

Espace sûr : une maison d'éducation pour le changement de comportements des jeunes adolescents à Butembo, Beni et Vuhovi



Depuis le mois de mai 2023, le collectif des femmes journalistes CFJ appuyé financièrement par Farmamundi a implanté dix espaces conviviaux dans le cadre du projet : “Rapprocher la santé sexuelle et reproductive aux populations vulnérables en mettant l’accent sur les adolescentes et les femmes déplacées survivantes des violences sexuelles et sexistes”. Objectif : « sensibiliser la communauté et spécifiquement des jeunes adolescents, les personnes vivant avec VIH, les survivantes de violences sexuelles ainsi que les femmes déplacées sur la santé sexuelle ». Les espaces sûrs sont alors répartis comme suit : “sept dans l’aire de santé de Makasi en zone de santé de Butembo et trois autres dans les aires de santé de Kahondo et Musenda, en zone de santé de Vuhovi”.

“Agissons dès maintenant pour faire valoir les droits sexuels et reproductifs”

Espace sûr : une maison d'éducation pour le changement...

Les espaces sûrs sont une exclusivité aux jeunes adolescents et adolescentes. Chaque mois, les participants discutent sur des thèmes relatifs aux violences sexuelles et celles basées sur le genre, l'éducation sexuelle, la santé sexuelle et reproductive ainsi que la masculinité positive. Sur le terrain, les séances d'éducation sont animées par des paires éducateurs (Hommes et Femmes), outillés à la matière, témoignent des encadreurs. « Nous avons été formés par le collectif des femmes journalistes au mois d'avril. C'était une formation de trois jours, durant laquelle on nous a appris des notions sur la santé sexuelle et reproductive, les violences basées sur le genre, les violences sexuelles, le planning familial, l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour la promotion de SSR et la lutte contre les violences », indique Maggy Kitoko animatrice dans l'espace sûr du bureau de liaison du CFJ sur avenue Walikale, à Butembo. Et de poursuivre ; « Alors après la formation, nous avons été classés dans les espaces sûrs pour apprendre ces mêmes notions aux autres jeunes adolescents. Nous les accueillons chaque mois mais des fois eux-mêmes nous demandent de tenir la séance de sensibilisation deux fois le mois ou même une fois par semaine. Ils s'y intéressent déjà trop ».

Des témoignages Fructueux

Dans beaucoup de familles à Butembo comme dans les environs, l'actualité sexualité est considérée comme un sujet tabou. Ce qui pousse des jeunes adolescents d'affronter seuls les défis qualifiés de "majeurs" par des experts et défenseurs des droits sexuels. « Le désir sexuel, l'hygiène menstruelle, les IST, les grossesses non désirées, les méthodes contraceptives, l'usage des préservatifs, l'avortement... », tels sont des thématiques non familiers aux jeunes, pourtant le manque d'informations à ce sujet tue. C'est dans ce contexte que les espaces sûrs constituent un atout aux adolescents, témoigne Kahindo Rachelle, 13 ans. « Moi, mes parents ne m'avaient jamais parlé de la santé sexuelle, même

partout ici au village ce sujet reste un tabou. Grâce à l'espace sûr, je connais déjà comment fonctionne les organes génitaux de filles et de garçons, comment faire l'hygiène de ces organes, des orifices corporels et comment faire l'hygiène menstruelle. Je ne savais pas tout ça avant, on nous les a appris ici à l'espace sûr », renseigne la fillette, fidèle participante aux séances d'éducation dans l'espace sûr de Kavingu en zone de santé de Vuhovi, à l'extrême Est de Butembo, en territoire de Beni.

Mumbere Freddy, un autre adolescent de 12 ans. Grâce aux séances hebdomadaires au bureau de jeunes du quartier Biondi, aujourd'hui, la question de se laver le corps régulièrement n'est plus un grand défi, comme c'était le cas dans le passé. « Je pourrais aller de fois à l'école sans me laver. Pendant les vacances, je jouais trop au foot et le soir, j'allais dormir avec toute cette saleté, voire certains de mes amis. Ça ne nous inquiétait pas. Un jour, le grand Justin (animateur dans cet espace, Ndlr) nous avait appelé, il nous avait sensibilisé afin de prendre part, chaque mois aux séances d'éducation au bureau des jeunes. Dans la toute première séance on avait parlé de l'hygiène corporelle, et nos habits étaient sales encore le jour-là. », nous révèle Freddy. A la suite des connaissances apprises, le jeune garçon a adopté un nouveau comportement. « Alors la femme journaliste (facilitatrice, Ndlr), nous avait dit que nous garçons devons-nous laver aussi régulièrement comme les filles, nous devons nous changer des sous-vêtements après le

bain et lessiver tous nos habits puis les étalés au soleil. Nous devons être toujours propres. Pourtant nous, on pourrait se laver seulement trois fois la semaine, en allant au cours on se jetait un peu d'eau sur le pied et la figure, on pouvait porter les mêmes habits mêmes deux ou trois fois sans le lessiver. Grand Justin avait dit que tout ça entraîne des maladies. Alors moi et mes amis nous nous lavons tous les jours et lessivons nos habits pour éviter des maladies » témoigne-t-il.

Un autre témoignage est celui d'une jeune fille de Kahondo, un des villages de la zone de santé de Vuhovi. « Je ne savais pas calculer mon cycle menstruel, mes parents ne me l'avaient jamais appris, mes amies aussi. C'est pourquoi ici trop des filles mettent au monde en étant encore mineures. Il y a assez de filles mères dans ce village, par manque d'information au préalable. Mais comme l'espace sûr est déjà disponible pour nous, nous serons suffisamment éduqués. Nous commençons à changer le comportement. On nous avait appris les bonnes pratiques de l'hygiène menstruelle, le cycle menstruel, l'éducation sexuelle, les VBG, etc., nous espérons que nous allons beaucoup apprendre encore d'autres notions. Nous remercions beaucoup le collectif des femmes journalistes pour ces actions ici chez nous. C'était horrible avant, nous leurs demandons de continuer à nous éduquer », exprime Masika Sifa, 19 ans et participante aux séances d'éducation dans l'espace sûr de Kahondo. Elle recommande cependant aux CFJ et ses partenaires, d'organiser d'autres séances de sensi-



Des participants à l'Espace Sûr dans l'aire de santé Makasi

Suite à la page 4

Des cas d’abus et d’exploitations sexuelles signalés dans le rang des familles d’accueil des jeunes déplacées de guerre à Butembo



Des déplacés de guerre installés dans la cour d’une école primaire dans la région de Beni

En l’Est de la République Démocratique du Congo, la ville de Butembo est l’une de ces entités du Nord-Kivu qui enregistre de nombreux cas d’abus et exploitations sexuelles à l’égard des femmes et jeunes filles déplacées de guerre dans la communauté, et dans des familles d’accueil. C’est ce que révèle Madame Kavira Beatrice, présidente du comité des déplacés à Butembo. Elle a fait part de ce calvaire à travers une émission radiodiffusée sur les antennes de la Radio Salama émettant à partir de Butembo.

Les déplacés de guerre sont estimés à des centaines parmi lesquels des femmes, des hommes et des enfants. Ces derniers quittent leurs milieux d’origine à la suite de l’instabilité sécuritaire orchestrée d’une part par des groupes armés locaux, et des milices étrangères notamment les combattants ougandais des forces démocratiques alliées, ADF dans la région de Beni-Ituri, d’une autre. Dépourvus de tout entre autres des abris, des nourritures, des soins médicaux. Ces citoyens congolais sont accueillis par les proches familiers, soit par des bonnes volontés. Selon des témoignages, ces vulnérables sont contraints de contribuer à leur survie en famille, soit pour le paiement

du loyer pour ceux-là qui prennent des maisons à location. M. Beatrice évoque notamment des travaux tels que la recherche des bois de chauffe, le gardiennage, la lessive, la vente des boissons alcoolisées, etc. « Certaines personnes viennent nous demander de l’aide de prendre nos filles pour faire des travaux dans leurs ménagers. Chose alarmante, elles sont aussi violentées par les membres de ces familles. Nos filles sont chassées et reviennent vers nous avec des grossesses », décrit tristement la situation, M. Beatrice. Plus grave encore : « Il a toujours été difficile que nous soyons payés après avoir travaillé », révèle-t-elle.

L’apport du centre hospitalier FEPSI à l’égard des victimes

des abus et exploitations sexuelles

Le centre hospitalier FEPSI, Femmes Engagées pour la Promotion de la Santé Intégrale apporte une assistance psychique, médicale aux femmes et jeunes filles victimes des violences et abus sexuels. C’est à travers le projet : « **Rapprocher la santé sexuelle et reproductive aux populations vulnérables en mettant l’accent sur les adolescentes et les femmes déplacées survivantes de violences sexuelles et sexistes** », exécuté notamment par le collectif des femmes journalistes (CFJ), FEPSI et PPSSP. Monsieur Kambale Sinamali Jérémie un des psychologues cliniciens au centre hospitalier Fepsi témoigne : « Les femmes et filles déplacées victimes des abus et exploitations sexuelles arrivent souvent dans notre cabinet d’écoute. Généralement, certaines ont des conduites anxieuses, d’autres sont dans la dépression, ou encore ont des stress post-traumatiques ». Pour tenter de soulager les victimes, le psychologue explique : « Nous identifions d’abord les problèmes ; après nous élaborons un plan d’accompagnement psychologique afin que cet incident ne puisse pas toucher davantage la santé mentale de la personne. Il y a plusieurs techniques que nous appliquons pour y parvenir ». Il sied de signaler que les textes nationaux et internationaux relatifs à la loi sur les violences sexuelles insistent aussi sur la protection des déplacés. Ces textes Complètent le code pénal ordinaire, les droits humains tout comme le droit international humanitaire ; prévoient des mesures aggravantes en cas d’abus ou exploitations sexuelles à l’égard des coupables.

Nadège Zawadi

Le Collectif des Femmes Journalistes identifie des défis liés à la santé sexuelle à Butembo, Beni, et Vuhovi

En RDC, “la non vulgarisation des droits sexuels” reste parmi les facteurs majeurs favorisant la multiplicité des cas de violences sexuelles. C’est un des défis ressortis lors de l’atelier d’analyse de la situation des droits à la santé sexuelle et reproductive en zone de sante de Butembo, Beni et Vuhovi organisé mercredi 27 septembre par le Collectif des Femmes Journalistes (CFJ) dans la ville de Butembo, au Nord-Kivu



Des participants à l’atelier

L’activité a été tenue à l’intention des femmes enceintes, des déplacées de guerre, des organisations et représentants des structures de jeunes. Cadre choisi: l’une des salles de réunion de l’Espace Holiday Park. A l’unanimité, le constat a été amer au cours des échanges. « C’est par exemple le droit à l’information. En fait, les adolescentes et adolescents n’ont pas l’accès facile à l’information sur la santé sexuelle. Ils se fient à l’éducation diffuse et donc les parents peinent à parler de la sexualité à leurs enfants. Les enfants apprennent beaucoup dans la rue. La sexualité est considérée comme un sujet tabou dans nos familles. C’est un grand défi », a déclaré Gentille Mugheni, coordonnatrice du projet au sein du CFJ. Un autre obstacle soulevé est : “la multiplicité de maisons de

tolérance qui accentue les violences sexuelles”. Localement appelées « QG », ces maisons bien identifiées, d’ailleurs fréquentées par certaines autorités, exploitent des jeunes filles sexuellement. « Le client, peu importe son âge, arrive. S’il est intéressé par ma beauté, ma taille, là, je fixe le prix, selon qu’il s’agit de l’usage du préservatif ou non. Et je vis de ça », nous a chuchoté Esther, 20 ans rencontré au centre commercial de Butembo, le soir de mercredi 27 septembre 2023. Pour le CFJ : « le gouvernement doit agir par rapport à ces maisons de tolérances ». Et “d’autres défis seront rédigés dans notre document de plaidoyer que nous allons adresser aux autorités à différents niveaux”, explique Mme Gentilles Mugeni. Ces activités rentrent dans le cadre du projet : « **Rapprocher la**

santé sexuelle et reproductive aux populations vulnérables en mettant l’accent sur les adolescentes et les femmes déplacées survivantes des violences sexuelles et sexistes » exécuté dans les zones de santé de Butembo, Beni et Vuhovi.

Djires Baloki

Suite de la page 2

bilisation en faveur des parents parce qu’à Vuhovi, nombreux d’entre-eux ignorent également ces notions. « Il est vrai que nombreux de nos parents n’en savent rien. Les femmes en sont alors victimes, elles mettent au monde très rapidement, au moment où elles ont encore des bébés de six mois même. Ça c’est une preuve et c’est la réalité de notre village. C’est pour cette cause que nous recommandons au CFJ et d’autres organisations qui les accompagnent d’organiser aussi des séances pour nos parents pour qu’ils en bénéficient », lance ainsi son plaidoyer. D’après le logiciel DHIS2, seulement 17% des jeunes et adolescents dont l’âge varie entre 10 et 24 ans ont pu accéder aux services de santé au cours de l’année 2021 en RDC. Alors que le pourcentage des jeunes et adolescents sexuellement actifs est de loin élevé. La vulgarisation des informations sur la santé sexuelle et santé reproductive reste préoccupante. Priver les jeunes et adolescents des informations relatives à la sexualité est donc une violation de nos lois. Le manque d’information limite l’accès aux services de santé sexuelle et santé reproductive, rappellent les experts.

Machane